

s'agit, presque purement et simplement, d'une motion de privilège demandant qu'on donne les moyens d'accomplir leur mission à ceux d'entre nous qui sont chargés de travailler dans ce domaine.

Ce n'est pas la première fois que l'opposition demande d'être mieux renseignée sur l'activité de l'ACDI. En février dernier mon collègue, le député de Greenwood (M. Brewin), appuyait une motion par laquelle le député de Saint-Hyacinthe (M. Wagner) déplorait le secret dont s'entoure l'ACDI. Je déplore que l'attitude du gouvernement n'ait pas changé à cet égard. Un principe très important veut que l'État en général, et l'ACDI en particulier, soient francs sur leurs activités mais depuis toujours, les gouvernements s'efforcent d'échapper aux critiques que leurs gaffes pourraient leur attirer, en se retranchant le plus qu'ils peuvent derrière le voile du secret officiel.

Il est absolument indispensable que soit respecté le droit à l'information qu'ont le Parlement et le public sur l'aide à l'étranger, si l'on veut que notre programme d'assistance aux pays étrangers continue de recevoir l'appui de l'opinion. Maintenant, il faut bien le dire, le pays commence à voir ce programme d'un œil moins favorable, à cause notamment du secret dont le gouvernement l'entoure.

Depuis quelque temps des bruits courent et on entend parler de scandales à l'ACDI. Plusieurs de ses programmes très onéreux ont donné lieu à de sérieux déboires. Les journaux ont fait état des énormes sommes affectées à des chemins de fer inexistantes, à des réseaux d'égoûts qui ne fonctionnent pas. Et par dessus le marché, on parle de dissension interne, de roulement de personnel, de critiques sévères adressées par le bureau indépendant de Price Waterhouse. C'est à cause de ces bruits que l'opposition demandait en février dernier d'être mieux renseignée. Notre parti a déploré le refus obstiné du gouvernement de nous fournir l'information nécessaire. Nous le déplorerons de nouveau, si le gouvernement ne veut pas accéder aux demandes raisonnables du député d'Esquimalt-Saanich.

S'il est nécessaire de divulguer les renseignements que nous demandons, ce n'est pas seulement à cause des gaffes que fait l'ACDI de temps à autre. Il importe que le Canada commence à s'interroger sur l'esprit et l'objet de l'aide fournie aux pays étrangers depuis la guerre. Cependant, nous ne pouvons le faire sans les renseignements nécessaires. J'ai dit plus tôt que le gouvernement n'avait pas changé. Les ministres continuent à être entêtés, arrogants et cachottiers. Mais la façon dont nous comprenons l'aide aux pays étrangers est en train de changer.

On publie maintenant des textes qui mettent en doute l'objet et la structure des programmes d'aide actuels et qui exigent qu'on examine ces programmes sérieusement et de façon approfondie. Nous ne pouvons entreprendre d'étude semblable sans connaître l'agence, son travail et ses méthodes, non seulement en général, mais en détail. En réalité, nous devrions mettre en doute les objets et la structure des programmes d'aide étrangère de tout le monde industrialisé de l'Occident. Les observateurs se rendent compte de plus en plus que, quel que soit le but des programmes actuels, au lieu d'aider les pays du Tiers-Monde à atteindre un degré d'indépendance compatible avec leurs possibilités nationales, ils empêchent les pays de devenir indépendants du point de vue socio-économique.

Une grosse partie de l'aide fournie par le Canada, soit environ 70 p. 100, passe par la division bilatérale de l'ACDI. L'aide fournie par l'entremise de cette division comprend une vaste gamme de programmes qui va des subventions directes aux prêts à un taux d'intérêt légè-

### *Programmes régionaux*

ment inférieur au taux courant. On fournit de plus en plus d'aide sous forme de prêts remboursables et les pays qui en profitent, avec l'encouragement des pays en voie de développement, se servent de ces prêts pour équilibrer leur budget qui, dans certains cas, devient de plus en plus déficitaire et fait dépendre davantage le pays en cause du pays qui lui fournit de l'aide.

La valeur des exportations comme le sucre, le coton, le café, le jute et le thé des pays en voie de développement a tellement diminué depuis vingt ans que le pouvoir d'achat de ces pays a énormément diminué en ce qui concerne les produits manufacturés. De toute évidence, l'accroissement des achats de produits manufacturés en provenance des pays industrialisés perturbe profondément les économies nationales, entraînant des désastres matériels et des troubles sociaux.

Les emprunts obtenus de la Banque mondiale en vue de financer le développement sont liés à l'adhésion aux vues du FMI, vues qui s'inspirent du libéralisme économique; il faut laisser jouer le plus librement possible les forces du marché et réduire au minimum les interventions de l'État qui pourraient soustraire le pays acheteur aux importations et favoriser la substitution de produits indigènes aux produits des pays occidentaux.

L'adhésion aux directives du FMI accentue la dépendance du pays acheteur à l'endroit des importations, et vu la diminution constante du pouvoir d'achat réel de leurs exportations, les pays en voie de développement éprouvent de plus en plus de difficultés. De plus en plus, l'aide étrangère est utilisée, avec l'encouragement des intéressés, comme un moyen de combler l'écart entre le coût des importations et les recettes des exportations. C'est pourquoi l'aide étrangère ne favorise pas une plus grande autonomie mais au contraire, elle favorise la dépendance en minimisant ses effets directs sur l'économie nationale.

Le député de Charlevoix a parlé du nouvel ordre économique. Je crois qu'il constitue probablement le résultat le plus encourageant qui se soit produit depuis longtemps en ce qui concerne l'aide internationale. Il arrive que je sois déçu, en assistant à des conférences internationales, d'écouter la rhétorique de représentants du tiers-monde qui imputent un grand nombre de leurs problèmes au système impérialiste. A mon avis, il se peut que cela soit vrai en partie, mais il ne rendent pas service à leur propre cause en continuant de soutenir cet argument, car le monde industrialisé est prêt à fournir de l'aide et à étudier sérieusement ce nouvel ordre économique. A mon avis les représentants du tiers-monde que j'ai rencontrés à ces conférences sont leurs pires ennemis. S'ils oubliaient leurs vieilles rancunes et se mettaient à renégocier les prix des produits mondiaux, nous aurions beaucoup plus de succès dans notre aide aux pays du tiers-monde.

**Des voix:** Bravo!

**M. Leggatt:** Je terminerai en approuvant mon collègue, le député d'Esquimalt-Saanich, au sujet de sa déclaration sur les travaux du comité permanent des affaires extérieures et de la défense nationale. Ceux d'entre nous qui ont dû se battre à ce comité sans avoir le temps de répondre à des questions importantes, tandis que le gouvernement peut refuser cette motion—j'espère pourtant qu'elle sera acceptée—savent qu'il est impossible de faire du bon travail dans ces conditions.